

## Notice de remplissage

# CERTIFICAT D'UTILISATION FINALE ENGAGEMENT DE NON RE-TRANSFERT, NON EXPORTATION ou NON RÉEXPORTATION CERFA N°10919

Toutes les rubriques de ce document doivent être remplies conformément à ce que demande la licence, ni plus, ni moins. Pour certains pays, vous devez obtenir auprès de l'ambassade de France (poste d'attaché de défense) située dans le pays client ou territorialement responsable une authentification de l'identité et de la qualité du ou des signataires. Cette authentification n'est pas nécessaire pour les pays exemptés d'authentification de CNR (disponible à l'adresse [https://armement.defense.gouv.fr/sites/default/files/2022-11/2015-08-18\\_Liste\\_des\\_pays\\_exemptes\\_d\\_authentification\\_de\\_CNR.pdf](https://armement.defense.gouv.fr/sites/default/files/2022-11/2015-08-18_Liste_des_pays_exemptes_d_authentification_de_CNR.pdf)).

Ce document est à conserver par l'exportateur pendant dix ans.

### 1. Nom de l'opérateur français :

Il s'agit du nom de la société titulaire de la licence de transfert ou d'exportation.

Pour les licences multi-exportateurs, un CNR produit par le demandeur de la licence couvrant l'ensemble des biens et services livrés par lui-même ainsi que par les exportateurs additionnels est accepté. Une attention particulière devra être portée aux licences des exportateurs additionnels pouvant comporter des clauses CNR spécifiques différentes de celles du demandeur ou d'autres exportateurs additionnels. Dans ce cas, le CNR correspondant et faisant référence à l'opérateur ainsi qu'à la licence additionnelle concernée devra être produit séparément.

### 2. Nom et adresse du destinataire final :

Reporter le nom et l'adresse du destinataire final indiqué sur la licence.

### 3. Etat d'utilisation finale :

Il s'agit de l'Etat de nationalité du destinataire final et non l'Etat dans lequel le matériel est exporté/transféré, intégré ou opéré.

### 4. Référence de la licence :

La référence de la licence correspond au numéro figurant sur le document notifié à l'opérateur par la direction générale des douanes et droits indirects. La version de la licence doit être reportée afin d'assurer la cohérence entre le matériel couvert par l'engagement de non réexportation et le périmètre de la licence.

### 5. En cas de contrat ou de commande, références de l'acte : du :

Lorsque les matériels et/ou les services transférés ou exportés le sont en dehors de tout contrat (exemple : consultation dans le cadre d'un appel d'offres ; démonstration à l'étranger...etc), la référence de tout document justifiant de l'opération sera reportée (exemple : référence de la lettre invitant à concourir, lieu et dénomination d'un salon...etc).

La date devant figurer est celle de signature du contrat ou d'acceptation de la commande le cas échéant.

### 6. Produits :

Quantités	Désignation des produits (Tout type de matériels, logiciels, données techniques échangées, notamment dans le cadre de prestations de service – formation, documentation, assistance technique, présentation... – qu'il soit délivré sous forme tangible ou intangible.)
-----------	--

<p><i>Les quantités doivent être libellées dans l'unité indiquée dans la licence.</i></p>	<p><i>Les produits mentionnés dans le cartouche grisé doivent être autorisés par la licence.</i></p>
---	--

**7. Certification et engagement du 1<sup>er</sup> destinataire et des intermédiaires éventuels :**

*La rubrique 7a) ci-dessous est à renseigner par le premier destinataire indiqué sur la licence. Il s'agit de l'acteur du schéma commercial qui recevra ou pourra recevoir en premier le matériel ou la documentation exportée ou transférée, de manière tangible ou intangible.*

**7a) Certification et engagement du premier destinataire :**

Nous certifions être le 1<sup>er</sup> destinataire des produits indiqués à la rubrique 6.  
 Sauf livraison au destinataire final indiqué à la rubrique 2 ou à un intermédiaire indiqué à la rubrique 7b, nous nous engageons à ne pas vendre, à ne pas donner, à ne pas prêter, à ne pas transmettre à quiconque et à ne pas transférer ou exporter ces produits, sans l'accord préalable écrit du gouvernement français.

Signature : \_\_\_\_\_  
 Nom et fonction du signataire : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_ Cachet :

*La rubrique 7b) est à renseigner par un intermédiaire autorisé par la licence et pouvant recevoir les produits du premier destinataire. Ceux-ci ne pourront être retransmis qu'à l'utilisateur final ou à un intermédiaire également autorisé par la licence et signataire du même engagement de non réexportation décliné dans cette rubrique 7.*

**7b) Certification et engagement du (ou des) intermédiaire(s) :**

Nous certifions recevoir, en tant qu'intermédiaire, tout ou partie des produits indiqués à la rubrique 6.  
 Sauf livraison au destinataire final indiqué à la rubrique 2 ou à un intermédiaire indiqué à la rubrique 7, nous nous engageons à ne pas vendre, à ne pas donner, à ne pas prêter, à ne pas transmettre à quiconque et à ne pas transférer ou exporter ces produits, sans l'accord préalable écrit du gouvernement français

Signature : \_\_\_\_\_  
 Nom et fonction du signataire : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_ Cachet :

**(Note) La rubrique 7b) peut être dupliquée autant de fois que nécessaire afin d'intégrer toutes les entités intervenant dans le flux entre le 1<sup>er</sup> destinataire et le destinataire final des produits mentionnés à la rubrique 6.**

**8. Utilisation** (précisez à quelles fins – nom et description succincte du programme, de l'opération ou du système d'arme – les produits seront utilisés) :

---

---

---

*Lorsque son renseignement est demandé par la licence, cette rubrique a vocation à informer les autorités françaises quant à l'utilisation définitive qui sera faite des produits objet du cartouche 6 et couverts par les engagements de non réexportation.*

### **9. Certification et engagement du destinataire final :**

*La rubrique 9a est un engagement à ne pas réexporter les produits décrits au cartouche 6 sans l'accord préalable écrit du gouvernement français, que les produits fassent l'objet d'une intégration ou non. Cet accord du gouvernement français n'est en revanche pas requis pour les flux écrits ci-dessous, c'est à dire associés soit à un retour définitif ou temporaire vers l'exportateur initial en France, soit à la mise en œuvre opérationnelle des produits.*

- 9a)** Nous certifions être le destinataire final des produits indiqués à la rubrique 6. Nous nous engageons à ne pas vendre, à ne pas donner, à ne pas prêter, à ne pas transmettre à quiconque et à ne pas transférer ou exporter ces produits sans l'accord préalable écrit du gouvernement français. Cet engagement couvre toute nouvelle importation ou tout nouveau transfert (rechanges, outillage, produit réparé, formation...) liés à la mise en œuvre opérationnelle de ces produits.

Nous reconnaissons que l'accord préalable du gouvernement français n'est pas nécessaire :

- Dans le cas d'un retour définitif ou temporaire de produits auprès de l'opérateur indiqué à la rubrique 1, sur un site situé en France, pour lequel nous nous engageons à mettre à la disposition du gouvernement français, sur sa demande, les éléments permettant d'attester de ce retour ;
- Dans le cas de l'utilisation des produits par des forces armées, identifiées comme destinataire final, dans le cadre d'opérations nationales, internationales, d'entraînements et de manœuvres, et dans la mesure où les produits restent en permanence sous leur entière responsabilité ;
- Lorsque l'exportation ou le transfert des produits depuis la France n'est que temporaire et pour permettre leur restitution à l'opérateur indiqué à la rubrique 1.

Signature : \_\_\_\_\_  
Nom et fonction du signataire : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_  
Cachet : \_\_\_\_\_

*La rubrique 9b est un engagement à ne pas réexporter les produits décrits dans le cartouche 6 sans l'accord préalable écrit du gouvernement français, s'ils ne font pas l'objet d'une intégration ou d'une transformation substantielle.*

*Cet accord du gouvernement français n'est en revanche pas requis pour les flux écrits ci-dessous, c'est à dire associés soit à un retour définitif ou temporaire vers l'exportateur initial en France, soit à la mise en œuvre opérationnelle des produits.*

- 9b)** Nous certifions que les produits indiqués à la rubrique 6 sont destinés à une opération d'intégration dans nos propres fabrications ou de transformation substantielle par nos soins.  
Nous nous engageons à ne pas vendre, à ne pas donner, à ne pas prêter, à ne pas transmettre à quiconque et à ne pas transférer ou exporter ces produits non intégrés ou transformés, sans l'accord préalable écrit du gouvernement français.  
Nous nous engageons également à ne pas vendre, à ne pas donner, à ne pas prêter, à ne pas transmettre à quiconque et à ne pas transférer ou exporter les produits indiqués à la rubrique 6 non destinés à être intégrés ou transformés (documentation, outillage, accessoires, rechanges...).
- Ces engagements couvrent toute nouvelle importation ou tout nouveau transfert (rechanges, outillage, produit réparé, formation...) liés à la mise en œuvre opérationnelle de ces produits.

Nous reconnaissons que l'accord préalable du gouvernement français n'est pas nécessaire :

- Dans le cas d'un retour définitif ou temporaire de produits auprès de l'opérateur indiqué à la rubrique 1, sur un site situé en France, pour lequel nous nous engageons à mettre à la disposition du gouvernement français, sur sa demande, les éléments permettant d'attester de ce retour ;
- Dans le cas de l'utilisation des produits par des forces armées, identifiées comme destinataire final, dans le cadre d'opérations nationales, internationales, d'entraînements et de manœuvres, et dans la mesure où les produits restent en permanence sous leur entière responsabilité ;
- Lorsque l'exportation ou le transfert des produits depuis la France n'est que temporaire et pour permettre leur restitution à l'opérateur indiqué à la rubrique 1.

Signature : \_\_\_\_\_

Nom et fonction du signataire : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Cachet : \_\_\_\_\_

**10. Certification du gouvernement de l'Etat du destinataire final :**

*La rubrique 10a est un engagement des autorités étatiques du destinataire final compétentes pour délivrer des autorisations d'exportation, à ne pas délivrer de telles autorisations concernant les produits reportés au cartouche 6, sans l'accord préalable écrit du gouvernement français. L'attention est attirée sur le niveau et la qualité des signataires de cette rubrique.*

Nous certifions que le destinataire final indiqué à la rubrique 2 est autorisé à acquérir les produits mentionnés à la rubrique 6.

- 10a)** Nous nous engageons par ailleurs à ne pas autoriser le transfert, l'exportation, la revente, le prêt, le don et la transmission des produits indiqués à la rubrique 6, hors du territoire de l'Etat cité à la rubrique 3, sans l'accord préalable écrit du gouvernement français. Cet engagement couvre toute nouvelle importation ou tout nouveau transfert (rechanges, outillage, produit réparé, formation...) liés à la mise en œuvre opérationnelle de ces produits.

Signature : \_\_\_\_\_  
Nom et fonction du signataire : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Cachet :

*La rubrique 10b est un engagement des autorités étatiques du destinataire final compétentes pour délivrer des autorisations d'exportation, qu'elles ont pris connaissances, le cas échéant, des engagements pris par l'utilisateur final, public ou privé, dans les rubriques précédentes en matière de non réexportation.*

- 10b)** Nous certifions par ailleurs avoir pris connaissance des engagements portant sur les produits indiqués à la rubrique 6, soumis au régime de contrôle des matériels de guerre, matériels assimilés et produits liés à la défense en vigueur en France.

Signature : \_\_\_\_\_  
Nom et fonction du signataire : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Cachet :